



Perspectives Africaines

**Périodique saisonnier arbitré intéressé
aux causes africaines
Par l'Organisme général de l'information**

Email: african_perspectives@yahoo.com

Edition 48 - 2019

C'est l'Afrique qui façonne son avenir

**Par: Le Professeur: Dia Rachwan
Président de l'organisme général
de l'information.**

Jadis, l'Afrique a été la proie de l'occupation de l'Occident, dont les empires se sont partagés les territoires du Continent noir, ont saccagé ses richesses et se sont complus à l'affaiblir et à la garder inférieure pour rester une source de matières premières et de main d'œuvre à bas prix, un marché à leurs produits, et un champs des conflits d'hégémonie.

Les peuples de l'Afrique ont tant lutté, sous la conduite de chefs éminents, jusqu'à récupérer leur liberté. Après avoir longtemps souffert des différentes formes du néocolonialisme et des divisions idéologiques au cours de la Guerre froide, ils commencent à aspirer à la stabilité, au développement et à l'exploitation de leurs propres ressources.

Mais voilà que les puissances internationales de l'Occident, de l'Orient et du Nord se sont ruées sur l'Afrique, en se servant de slogans, tels que le développement conjoint, les aides ou l'investissement, alors qu'elles leur imposent des formules variées. Parmi lesquelles, figure en premier lieu la formule (55+1), soit les sommets dont les puissances majeures du monde ont concurrencé la tenue pour traiter d'un coup avec l'ensemble des États africains.

Et pourtant, le résultat de ces sommets reste frugal. Le total des investissements étrangers directs que reçoivent les États de l'Afrique n'a pas dépassé le volume de ceux que reçoit un seul État ou un groupe restreint d'États dans une autre région. La balance commerciale de l'Afrique avec les autres États du monde s'inscrit toujours au détriment du Continent noir. Les richesses de l'Afrique continuent à être exportées sous forme de matières premières, et le taux de chômage en Afrique reste le plus élevé.

Les Européens se souviennent de l'Afrique seulement au moment où les migrants affluent vers leurs pays sous le poids de l'instabilité, du chômage et des chances limitées de progrès. Mais, au lieu de soutenir les États sources des migrants et d'y amplifier les investissements et les échanges commerciaux, tout ce qui importe les Européens c'est de freiner l'afflux des migrants vers leurs pays.

Par ailleurs, l'attitude européenne vis-à-vis des conflits ou des questions d'instabilité africains s'avère équivoque, voire parfois louche. Peut-être le désaccord européen vis-à-vis de la conjoncture libyenne donne-t-il l'exemple patent sur ce fait. De plus, les Européens n'ont sérieusement pas contribué ni à lutter contre le terrorisme et les milices, ni à mettre fin aux divisions, ni à imposer la stabilité par le biais d'une armée nationale puissante et unie et un appareil sécuritaire national, ni à rétablir la pleine souveraineté des autorités libyennes sur l'intégralité des territoires libyens.

Bien au contraire, leurs attitudes ont oscillé entre l'indifférence et les communiqués obscurs. Ils sont allés même jusqu'à fermer les yeux sur la présence des milices, qu'ils ont considérée comme un état de fait.

Ceci prouve que les problèmes africains n'auront que des solutions africaines. Les peuples africains sont seuls capables de proposer des remèdes, relatifs au développement, à la paix ou à la stabilité, et des traitements aux questions de la migration, du climat, du commerce et autres. C'est seulement grâce à leur synergie que les peuples de l'Afrique parviendront à transformer leur statu quo vers un autre, susceptible de concrétiser leur espoir dans la paix, la stabilité et le progrès.

C'est bien ce concept que le président Abdel-Fattâh al-Sissi a entendu, lorsqu'il a convoqué deux sommets fin avril 2019, au cours desquels il a accueilli un nombre considérable de chefs africains pour trouver des solutions interafricaines à la situation au Soudan et en Libye.

Les espoirs africains ne prendront corps que grâce à la détermination des peuples et de leurs leaders. L'Afrique ne doit plus jamais attendre une solution qui vient de l'étranger.

L'Égypte en Afrique

Par: Abdel-Mo'ti Abou Zeid
Rédacteur en chef

L'Égypte considère comme une responsabilité vis-à-vis du Continent, de son identité africaine et de ses propres intérêts ce choix qu'ont fait les États africains en lui cédant les leviers de commande de l'Union Africaine (UA) pour l'année 2019.

Du coup, elle a pratiquement assumé cette responsabilité par une action politique, économique, culturelle, voire tous azimuts.

Depuis que le président Abdel-Fattâh al-Sissi a pris la relève à la tête du Conseil des leaders de l'Union Africaine, lors du Sommet Africain à Addis-Abeba en février 2019, il a commencé une action politico-diplomatique en faveur du Continent. Au cours du Sommet de Munich pour la Sécurité, il a, au nom de l'Afrique, revendiqué le droit du Continent à la sécurité, à la paix et à la stabilité. Les questions africaines étaient encore présentes lors du Sommet arabo-européen, dont l'Égypte a été la hôte fin février 2019 et auquel ont assisté dix États afro-arabes.

En outre, le président al-Sissi a accueilli nombre de chefs et de responsables africains en Égypte, comme il s'est entretenu au téléphone avec nombre d'autres des questions africaines contemporaines.

Par ailleurs, le Président a effectué, en plus de sa visite aux États-Unis, une tournée africaine qui a compris la Guinée-Conakry, la Côte d'Ivoire et le Sénégal. Au cours de cette tournée, il a examiné respectivement avec les chefs de ces États les relations bilatérales et les questions africaines dans tous les domaines.

En avril 2019, l'Égypte a accueilli deux Sommets qui ont réuni nombre d'États africains concernés à la situation au Soudan et en Libye, en plus des organisations africaines compétentes. Les deux Som-

mets ont émis des communiqués respectifs qui traduisent l'attitude africaine commune vis-à-vis de la conjoncture dans ces deux pays.

Le président al-Sissi a participé à Pékin au 2ème Forum « Une Ceinture, Une Route », au cours duquel il a poursuivi ses activités et ses propositions, au nom du Continent africain, dans le but de défendre son droit au développement et au progrès, et de faciliter l'afflux du commerce et des investissements mondiaux.

Parallèlement aux activités du Président, les ministères et appareils de l'État égyptien ont consenti un effort louable pour communiquer avec les autres peuples africains, pour mettre l'accent sur les facteurs communs entre eux, et pour rechercher tout ce qui peut réaliser les intérêts réciproques tous azimuts.

À ce titre, le rôle de l'Organisme général de l'Information (OGI) se poursuit avec la publication ininterrompue de ce périodique, qui traite dans un style académique toutes les questions africaines. De plus, l'OGI se sert d'autres dispositifs, dont en premier lieu le site de « L'Égypte et l'Afrique », publié en neuf langues, à savoir l'arabe, l'anglais, le français, le swahili, le hausa, l'amharique, le portugais, l'espagnol et le chinois.

Ce site contient une ample base de données, mise quotidiennement à jour, sur tous les États africains dans les domaines politique, économique, communautaire, sportif, culturel, artistique et littéraire, en plus des figures de proue africaines, et une rubrique sur l'UA et ses institutions, des rapports et des études sur les affaires africaines à toutes les échelles.

Dans le même contexte, l'OGI publie une série d'ouvrages, susceptibles de faire la connaissance de chacun des états africains et de leurs relations avec l'Égypte. Ces ouvrages sont publiés dans les langues à l'usage en Afrique.

L'Égypte assume avec beaucoup de zèle sa mission de présidente de l'Union Africaine. Pour elle, c'est un honneur et un intérêt national égyptien, avant d'être un intérêt collectif à tous les autres États africains.

La politique étrangère nigériane envers l'Afrique sous la IVème République

**Par : Dr. Ashraf Hasaballah
Doctorat en sciences politiques en Afrique -
Université du Caire**

Introduction:

Le principe directeur de la politique étrangère nigériane et son attachement à réaliser ses intérêts nationaux, soit au niveau des relations bilatérales ou multilatérales depuis l'indépendance, reflètent son point de vue sur l'environnement international. Son orientation vers l'Afrique et sa résistance contre la colonisation, la ségrégation raciale et la discrimination vis-à-vis des peuples du continent africain et des autres pays du monde restaient une caractéristique constante de la politique étrangère nigériane.

Depuis son indépendance, la politique étrangère nigériane est restée toujours active et objective, compte tenu de ses grandes potentialités en termes de la population, des ressources naturelles et de la position géographique. Les efforts assidus déployés par le Nigéria à l'intérieur et à l'extérieur ont influencé sa politique étrangère, qui se focalise sur l'Afrique, sur la contribution aux opérations du maintien de paix partout dans le monde, sur les efforts de méditation et de développement en Afrique de l'Ouest en particulier. Le Nigeria noue à présent des relations étrangères avec de nombreux pays du monde grâce à son adhésion à la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), au Commonwealth, aux Nations Unies et au Mouvement des pays non alignés.

Depuis sa transition démocratique en 1999, le Nigéria s'est engagé à réactiver sa politique étrangère active en Afrique, comme c'était le cas dans les années 1970 et 1980. Le Nigéria constitue une puissance régionale majeure en Afrique, à force non seulement de sa superficie, mais également de son rôle politique et économique dans le Continent noir. Le Nigéria est considéré comme la plus grande économie du Continent, mais aussi l'un des plus grands producteurs de pétrole brut dans le monde. Ses dirigeants ont contribué à la résolution de plusieurs conflits en Afrique, alors que ses forces politiques ont joué un rôle de premier plan dans l'établissement de la paix et de la stabilité dans les régions en troubles partout dans le monde.

Premièrement : les déterminants intérieurs de la politique étrangère nigériane :

1. Déterminants géographiques :

Le Nigéria est un pays de l'Afrique de l'Ouest, situé sur l'Océan Atlantique au Nord de l'équateur. Il est bordé à l'Ouest par le Bénin, au Nord par le Niger, à l'Est par le Tchad et le Cameroun, et au Sud par le golfe de Guinée, avec un littoral de 850 km. La position stratégique très importante fait du Nigéria une liaison entre l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique centrale, et renforce son affiliation à de nombreuses organisations régionales en Afrique, dont l'Union Africaine (UA) et la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). Le Nigéria constitue le premier pays africain producteur du pétrole et le sixième sur l'échelon mondial. Les efforts importants déployés pour résoudre les conflits entre les pays voisins, soit par l'intervention militaire dans le cadre de la CEDEAO comme c'est le cas au Libéria en 1991, ou par l'envoi de troupes de maintien de paix, comme c'est le cas lors de la guerre civile à Sierra Leone en 1998, font du Nigéria une puissance régionale majeure en Afrique.

2. Les déterminants démographiques :

Le Nigéria est le pays le plus peuplé en Afrique, avec plus de 173,60 millions d'habitants en 2014. La structure démographique de la société nigériane est complexe à cause de l'existence de plusieurs formes de pluralisme, à savoir:

a. Pluralisme ethnique: le groupe ethnique constitue le facteur essentiel de la société nigériane en général. Parmi les plus importants groupes ethniques au Nigéria, figurent les Hausa–Fulani : 31% du total des Nigérians et se concentrent dans les provinces Nord (Sokoto, Katsina, Kano et Borno), 98% des habitants de ces provinces sont des Musulmans ; les Hausa- Yoruba : 21% du total des Nigérians et se concentrent dans les provinces de l'Ouest, 50% des habitants sont des Musulmans et 50% sont des Chrétiens ; les Ibo : 18% du total des Nigérians et se concentrent dans les provinces de l'Est, la plupart des habitants sont des Chrétiens. Il existe également de petits groupes ethniques, dont le nombre ne dépasse pas un millier d'habitants, mais ils partagent les zones et les activités économiques.

b. Le pluralisme culturel: il existe cinq courants culturels au Nigeria, à savoir:

- (1) La culture islamique soudanaise au Nord du Nigéria où vivent les tribus des Hausa- Fulani.
- (2) La culture forestière et côtière au Sud-Est du Nigéria où vivent les groupes semi-autonomes d'Ibo.
- (3) La culture du propriétaire des forêts au Sud-Ouest du Nigéria où vivent les tribus Yoruba.
- (4) La culture des bergers au Nord du Nigéria.
- (5) Les cultures des groupes plus petits et moins développés au centre tout au long de la vallée du Niger et des frontières orientales.

- c- **Le multilinguisme:** bien que l'anglais soit la langue principale de l'enseignement, des gouvernements fédéraux et de la plupart des provinces nigériens, mais il existe encore plus de 100 langues, dont l'haoussa et le fulani, qui sont les langues les plus parlées au Nord du pays, alors que le Yoruba et l'Ibo sont les langues les plus parlées au Sud.
- d- **Le Pluralisme religieux:** 47,2% du total des Nigériens sont des Musulmans, 34,5% sont des Chrétiens et 18,3% suivent une religion ancestrale.
- e- **Le pluralisme régional:** la concentration de chacun des trois principaux groupes de la région Hausa- Fulani au nord, des Ibo à l'est et des Yoruba à l'ouest leur donne un contrôle politique et économique total sur ces régions.
- f- **Le Pluralisme économique:** l'histoire économique du Nigéria reflète son passé colonial. L'insistance britannique sur le fait que chaque colonie devait supporter les coûts de sa gestion coloniale et l'évaluation des entreprises britanniques sont nécessaires pour stimuler l'exportation au Nigéria. Les biens exportés au Nigeria se limitent au cacao à l'Ouest, aux huiles à l'Est et aux arachides au Nord.

Les conflits sanglants entre ces groupes ethniques pour le pouvoir et les avantages économiques ont fait la mort de milliers de victimes, telle la guerre civile qui a eu lieu dans la région de Biafra à la fin des années 1960 et les massacres mutuels entre les musulmans et les chrétiens partout dans le pays. La plupart de ces conflits ont pris la forme d'appartenance ethnique à cause du pluralisme religieux entre l'islam, le christianisme et les religions traditionnelles. En dépit du pluralisme religieux partout dans le pays, ceci a produit un modèle de diversité et de richesse dans l'identité culturelle du Nigeria.



3- Les déterminants politiques:

Tout au long de son histoire, le Nigéria avait connu plusieurs changements dans sa politique intérieure, surtout au niveau de l'État, du régime et des partis politiques. Le Nigéria a conservé sa forme fédérale depuis l'indépendance - à l'exception d'une très courte période allant du 26 mai au 1er août 1966. Depuis son indépendance, le Nigéria a connu plusieurs régimes gouvernants, à savoir:

a- **La première République:** Le Nigéria connut une période de régime civil parlementaire (1960-1966) et une période du régime militaire (1966-1979), durant laquelle il connut trois gouvernements militaires.

b- **La deuxième République:** Le Nigéria connut une période de régime présidentiel (1979-1983) et une période de régime militaire (1984-1998), durant laquelle cinq militaires gouvernèrent : Muhammadu Buhari (1984-août 1985), Ibrahim Babangida (août 1985-août 1993), Ernest Shonekan (août 1993-novembre 1993), Sani Abacha (Novembre 1993-juin 1998) et Abdulsalami Abubakar (1998-mai 1999).

On peut dire que le Parti démocratique populaire était le parti dominant entre mai 1999, date de la transition démocratique au Nigéria, et mai 2015, date de la cinquième présidentielle au Nigéria. Ce parti gouverna pendant plus de 16 ans grâce à son pouvoir électoral, mais perdit sa position en tant que parti dominant à l'issue des élections présidentielles de 2015, donnant le relai à un nouveau parti, le Congrès des progressistes, en tant que principal parti pour la première fois dans l'histoire des élections présidentielles au Nigéria.

4- Les déterminants économiques :

L'agriculture était le pilier fondamental de l'économie nigériane

(avant la découverte du pétrole). Parmi les plus importantes récoltes agricoles, figurent les arachides, le cacao, le caoutchouc, l'huile de palme et le maïs. Après la découverte du pétrole, celui-ci représente actuellement 90% du revenu national nigérian.

On peut dire qu'au fil des années, le Nigeria avait utilisé sa puissance économique pour mettre en évidence sa puissance politique en Afrique.

Il est à noter que l'économie du Nigeria est la plus grande en Afrique, selon les estimations de 2014. Le PIB du Nigeria a atteint 522 milliards de dollars, soit un taux de croissance de 6,28%, alors que l'Afrique du Sud occupe la deuxième place avec 350 milliards de dollars, soit un taux de croissance de 2,6%. Le pétrole représente depuis le début des années 90 une part importante du PIB du Nigeria, allant de 43,6% en 1971 et 84,1% en 1993 à 80,5% en 2003. Compte tenu de ces énormes réserves de ressources naturelles, le Nigeria possède un grand potentiel pour établir une économie forte, réduire la pauvreté de manière significative et fournir de meilleurs services en matière de soins sanitaires, d'éducation et d'infrastructure. La supériorité économique du Nigeria l'aide à jouer un rôle primordial en Afrique de l'Ouest et à maintenir en même temps sa responsabilité (comme prévu dans la Constitution nigériane) envers les questions de maintien de la paix entre les pays voisins.

5- Les déterminants militaires:

L'armée nigériane comprend des centaines de milliers de forces armées (armée, forces navales et aériennes), et les revenus du pétrole fournissent le financement nécessaire pour participer à la résolution des conflits et au maintien de la paix. Le Nigeria possède plus de 1400 blindés, 360 chars et 6000 véhicules logistiques, 300 avions et 25 navires.

On peut dire que le Nigeria dispose de capacités militaires qui dépassent celles de nombreux autres pays africains. Le Nigéria occupe la première place en Afrique de l'Ouest au niveau militaire et la deuxième place en Afrique sub-saharienne, après l'Afrique du Sud. Ces capacités permettent au Nigéria de jouer un rôle axial dans le maintien de la paix sur le plan régional, international et sous-régional. Le Nigéria a également participé aux forces du groupe militaire d'intervention placé sous la direction de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest ; des forces qui ont joué un rôle majeur dans la gestion du conflit au Sierra Leone, au Libéria et en Guinée-Bissau. C'est ainsi que le Nigeria est devenu une force motrice dans la performance du CEDEAO à cet égard.

Deuxièmement: principes et objectifs clés de la politique étrangère du Nigéria:

1- Les forces d'attraction et de centrifugation dans la politique étrangère du Nigéria:

L'idée générale de la classification de la politique étrangère en force d'attraction et de centrifugation réside dans la croyance en l'existence de problèmes intérieurs et extérieurs liés à la formulation de toute politique étrangère de l'État. Au cas du Nigéria, les forces d'attraction et de centrifugation, liées à la formulation de sa politique étrangère, sont basées sur quatre concepts de grande importance nationale. Le cœur de ces concepts repose essentiellement sur l'hypothèse que le Nigéria doit protéger sa sécurité, son indépendance et son développement via sa participation à la Communauté internationale. Le premier concept réside dans le fait que le Nigéria est conscient de l'importance d'entretenir de bonnes relations avec les pays voisins : le Bénin, le Cameroun, le Tchad et le Niger. Le deuxième concept est lié aux relations du Nigéria avec les pays voisins en Afrique de l'Ouest. Le

troisième concept se concentre sur les questions continentales liées à la paix, au développement et à la démocratie. Le quatrième concept réside dans les relations du Nigéria avec les organisations, les institutions et les pays non-africains. Ce concept fondamental, que le Nigéria tient à réaliser via ses orientations et ses pratiques, est mis en évidence par la formulation de sa politique étrangère.

Quant aux forces de centrifugation, la politique étrangère nigériane comprend : (i) L'engagement à établir la paix et à entretenir de bonnes relations avec les voisins. (ii) L'engagement aux questions africaines. (iii) Le respect du principe de non-alignement.

2- Les principes et objectifs de la politique étrangère nigériane:

Le premier ministre nigérian, Abubakar Tafawa Balewa, a présenté un aperçu sur la nouvelle orientation de la politique étrangère du Nigéria à l'occasion de son adhésion aux Nations-Unies. Dans le discours d'acceptation, Abubakar Tafawa Balewa a affirmé que "le Nigéria souhaite entretenir de bonnes relations avec tous les pays et de participer d'une manière active dans les travaux des différentes organisations des Nations Unies, puisqu'il est le plus grand pays d'Afrique de l'Ouest en termes de population et n'a aucune ambition régionale ou expansionniste. Nous tenons à soutenir les principes des Nations-Unies, à coopérer avec les pays africains en faveur de l'Afrique et à aider tous les pays africains à obtenir leur indépendance".

En outre, le 1^{er} octobre 1960, Abubakar Tafawa Balewa a annoncé les principes fondamentaux de la politique étrangère du Nigéria :

- a. Le principe du non-alignement: Le Mouvement des non-alignés rejette l'alliance officielle avec les blocs idéologiques et militaires de l'Occident capitaliste, dirigé par les États-Unis, et l'Orient communiste, dirigé par l'Union soviétique, après la Seconde Guerre mondiale. Le Nigéria et tous les Etats nouvel-



lement indépendants de l'Afrique et de l'Asie ont adopté cette politique afin de renforcer la sécurité et la paix internationales à la lumière de la Guerre froide entre les deux principaux blocs de l'OTAN et du Pacte de Varsovie.

b. **L'Égalité juridique entre les États:** le Nigéria a adopté le principe du respect de l'égalité juridique, de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de tous les États afin de protéger les petits États indépendants. Ce principe signifie que tous les États sont égaux à mettre leurs points de vue en évidence et à protéger leurs intérêts au sein des organisations internationales.

c. **La non-ingérence dans les affaires intérieures des autres pays:** le Nigéria a soutenu le principe de la non-ingérence dans les affaires intérieures des autres pays et ce lors de la guerre civile au Nigéria de 1967 à 1970. Le régime du général Yakubu Gowon, troisième président du Nigéria du 1^{er} août 1966 à 29 juillet 1975, a affirmé que cette guerre était une affaire intérieure. Raison pour laquelle les autres pays n'avaient pas encouragé la sécession de Biafra.

d. **Le principe du multilatéralisme:** ce principe donne au Nigéria la liberté de participer aux organisations internationales de manière qui lui permet de défendre ses intérêts et de contribuer aux objectifs communs de ces organisations.

e. **L'Afrique en tant que base des relations étrangères du Nigéria:** l'Afrique demeure l'objectif de la politique étrangère du Nigéria depuis son indépendance. Pour atteindre cet objectif, le Nigéria a soutenu les mouvements de libération dans les divers pays du Continent, la résolution pacifiques des conflits africains et la lutte en vue de réaliser la prospérité socio-économique des Africains via l'adoption de plusieurs programmes continentaux, dont le Nouveau partenariat pour le

développement de l'Afrique (NEPAD) et la Banque africaine de développement (BAD), ainsi que les programmes du développement économique durable.

Troisièmement : la politique étrangère du Nigéria envers l'Afrique :

1- La phase historique:

Depuis l'indépendance, la politique étrangère du Nigéria s'est en principe concentrée sur l'Afrique. Les chefs nigériens successifs ont reconnu que l'Afrique est une partie inséparable de la politique étrangère du Nigéria, ce qui a tellement influé sur son rôle dans le Continent et dans le monde entier.

Bien que la politique étrangère du Nigéria envers l'Afrique soit cohérente d'une manière générale, elle est différente quant aux plusieurs éléments intérieurs et extérieurs, qui ont donné une orientation spéciale au Nigéria vis-à-vis des affaires africaines au cours de ces dernières années. Le rôle du Nigéria dans la création de l'Organisation de l'unité africaine (OUA) et sa participation aux activités des États luttant contre l'apartheid en Afrique du Sud, ainsi que son rôle central dans la transformation de l'OUA en Union Africaine (UA) vont de pair avec sa politique étrangère africaine.

- a. La période conservatrice (1960-1970): la période allant de 1960 à 1963 avait été caractérisée par l'orientation de la politique étrangère du Nigeria vers l'Afrique. L'une des plus importantes préoccupations de la politique étrangère du Nigéria à cette époque était l'indépendance des pays africains du colonialisme, la protection de la souveraineté nationale dans le cadre du principe de l'égalité souveraine entre les États et l'adoption du principe de la non-ingérence dans les affaires intérieures des autres pays africains. L'approche politique, adoptée par le Nigeria vis-à-vis des questions africaines au cours de cette période, était pratique et



conservatrice, ce qui a contribué fermement à la préservation des relations entre les puissances mondiales existant à cette période. Quant au niveau local, le principal facteur, qui a façonné cette période conservatrice, était la fragilité du projet de la construction de la nation au Nigeria et la menace continue, qui a conduit à l'instabilité du pays à cause des conflits ethniques existant au Nigeria.

- b. **La période radicale (1970-1980):** cette période se caractérisait par une citoyenneté nigériane globale et ferme avec l'Afrique. Parmi les principaux catalyseurs locaux de cette période, figurent la victoire du gouvernement nigérian dans la guerre civile, qui a empêché la désintégration du Nigéria, une augmentation significative dans la richesse pétrolière et la période du régime militaire, au cours de laquelle la vision du Nigéria envers l'Afrique se concentrait principalement sur la fourniture des aides économiques aux peuples africains, puisque les questions liées à la libéralisation économique, à la protection des citoyens et au nouvel ordre économique mondial figuraient parmi les préoccupations politiques du Nigéria à cette époque. D'une manière idéologique, le Nigéria tendait à être radical et ferme, et son objectif principal en Afrique était de mettre fin à la domination coloniale sur le continent et à l'apartheid en Afrique du Sud.
- c. **La période réelle:** cette période a été animée par les problèmes économiques qu'avait connus le Nigéria à partir des années 80 du XX^{ème} siècle sous les gouvernements de Chagari et de Babangida. L'attachement de ces deux gouvernements à appliquer une diplomatie économique pour surmonter la crise économique, provoquée par la forte baisse des revenus pétroliers au Nigéria, et à promouvoir les relations avec les créanciers étrangers, sur-

tout les institutions de Bretton Woods, a conduit à la négligence par le Nigéria d'une partie de l'intérêt traditionnel qu'il accordait à l'Afrique.

On peut dire que les relations avec les pays africains étaient au centre de la politique étrangère du Nigéria dans les années 80, mais dans les années 90, et surtout après le rétablissement du régime civil en 1999, le Nigéria s'était concentré sur l'établissement de relations avec les économies développées, et notamment avec la Communauté européenne. Ainsi, sa politique étrangère était-elle un moyen pour réaliser une croissance économique, en annulant ou en échelonnant les dettes, pour négocier des accords commerciaux et pour attirer des investissements étrangers directs. Cette tendance avait été maintenue sous le régime du président Jonathan, qui a réussi à signer un grand nombre d'accords commerciaux et de mémorandums d'entente avec les organisations du secteur privé, d'où une augmentation remarquable des investissements étrangers directs. La Chine est devenue un partenaire stratégique important du Nigéria via la participation des entreprises chinoises dans les projets d'infrastructure partout dans le pays. La concentration sur la diplomatie économique a empêché parfois le Nigéria de jouer un rôle plus efficace dans les politiques globales, la sécurité et le développement de l'Afrique. Autrement dit, le Nigéria a joué un rôle moins efficace et a renoncé à sa présidence de l'Union Africaine sous ces deux gouvernements.

À présent, les relations internationales du Nigéria continuent à se focaliser sur la promotion de la coopération économique avec le continent, mais aussi sur la coopération régionale dans les divers domaines. Le Congrès des progressistes a promis, lors de sa campagne électorale, d'adopter une politique étrangère plus ferme visant à promouvoir les intérêts nationaux, à corriger les perceptions internationales négatives



du Nigéria, à soutenir l'intégration économique en tant que priorité au sein de la CEDEAO, afin qu'un tarif et une monnaie unifiés soient mis en place d'ici 2020 sous la direction du Nigéria. Le Congrès tient aussi d'entretenir des relations étroites avec les pays africains, en particulier l'Afrique du Sud, et avec les marchés émergents, en particulier les BRICS, afin de combler les lacunes de l'investissement et de créer des chances d'emploi.

La faiblesse de la politique étrangère du Nigéria sous le gouvernement de Jonathan a obligé le président Bukhari à adopter une politique étrangère active, qui soutient le rôle primordial du Nigéria en Afrique. Le Nigéria a adopté une position plus active au sein de l'Union Africaine et de la Communauté internationale vis-à-vis de plusieurs questions d'intérêt commun en matière de la sécurité et de la détermination des objectifs du développement. Quant à la question de la sécurité, M. Bukhari a passé en revue la coopération avec des partenaires régionaux. En outre, avec les projets du Gouvernement de Bukhari visant à accroître la transparence dans son pays, le Nigéria pourra jouer un rôle important dans la promotion de la bonne gouvernance en Afrique. La transition actuelle du pouvoir d'un parti politique à un autre après des élections pacifiques est un modèle à suivre dans le Continent. De plus, le nouveau gouvernement peut le soutenir via l'application du principe de la CEDEAO et de l'Union Européenne portant sur la "tolérance zéro pour le changement inconstitutionnel de gouvernement".

2- La politique étrangère du Nigéria dans le cadre de la CEDEAO :

On peut dire que l'approche de la politique étrangère nigériane vis-à-vis des activités régionales de la CEDEAO demeure toujours en dépit des divers défis intérieurs et extérieurs, qu'affronte actuellement le Nigéria. Bien que la politique étrangère nigériane ait accordé une im-

portance particulière l'Afrique depuis l'indépendance, mais la région de l'Afrique de l'Ouest constitue actuellement une partie inséparable de la politique étrangère nigériane. Le Nigéria continue à jouer un rôle primordial au sein de la CEDEAO. Les différentes politiques étrangères des gouvernements nigériens successifs ont contribué d'une manière ou d'une autre à l'existence de cette Communauté en tant qu'organisation internationale.

Dans le même contexte, la politique étrangère nigériane vis-à-vis des initiatives régionales adoptées par la CEDEAO a contribué d'une manière directe ou indirecte au développement de l'Organisation et de la région en matière de la planification économique, de la formulation de la sécurité et de la promotion de la stabilité politique via l'application de la démocratie et de la bonne gouvernance. Le Nigéria a participé aux activités de la CEDEAO via la diplomatie bilatérale et multilatérale afin de répondre aux attentes de la Communauté internationale en tant que force régionale efficace, ainsi qu'un leadership régional en Afrique de l'Ouest.

3- Le rôle du Nigeria dans le maintien de la paix :

Le Nigéria a joué un rôle important dans les opérations de maintien de la paix au Libéria et en Sierra Leone. Il a assumé la responsabilité de fournir le financement et le soutien logistique nécessaires aux forces de la CEDEAO. Il a participé avec un grand nombre des soldats et a consacré une grande partie de son armée afin de soutenir ces forces. Il a payé plus de deux millions de dollars par jour et ses forces aériennes ont déployé 4 avions à réaction, des avions C-13, des hélicoptères et des autres équipements militaires. On peut dire que le Nigeria a été le principal bailleur de fonds lors de ces événements. Dans le même contexte, la CEDEAO a formé une force de maintien de la paix, qui a commencé à se déplacer au Libéria, le 24 août 1990. Cette force a



été au début composée de trois mille soldats pour augmenter à sept mille en 1991. Le président nigérian, Ibrahim Babangida, a annoncé que son pays assumait la direction des forces de la CEDEAO et qu'il remplaçait le commandant ghanéen de ces forces par un autre nigérian. En mars 1998, des forces internationales de maintien de paix ont été envoyées au Sierra Leone sous le commandement du Nigéria.

Le Nigéria a joué un rôle régional primordial au cours de la deuxième décennie du troisième millénaire en assumant la présidence du Conseil de la paix et de la sécurité de l'Union Africaine en juillet 2017. Le président nigérian du Conseil, Adonoye Bankole, a affirmé que le Conseil se concentrerait sur les mesures concrètes à prendre pour faire taire les armes en Afrique d'ici 2020, sur la réalisation d'un progrès significatif dans les missions des forces multinationales conjointes liées à la lutte contre le terrorisme, sur une meilleure compréhension des causes profondes du conflit et sur la situation politique en Guinée-Bissau, en Somalie, au Soudan du Sud, au Mali, dans la région du Sahel et en Libye.

Le Nigeria a participé aux forces de maintien de la paix de l'Union Africaine, des Nations-Unies et la CEDEAO au Liban, au Tchad, en Angola, en Namibie, au Cambodge, en Yougoslavie, en Somalie, au Rwanda et au Soudan. Le Nigéria a joué un rôle militaire primordial dans les crises du Libéria et du Sierra Leone par les forces de maintien de la paix de la CEDEAO. Les opérations du maintien de la paix auxquelles participe le Nigéria sont devenues l'un des éléments les plus importants de la politique étrangère nigériane.

La médiation était également l'un des éléments les plus importants du rôle joué par le Nigéria dans la sécurité régionale. Le Nigéria a joué un rôle actif dans la résolution des crises, qu'avaient connues les pays africains après l'indépendance dans les années 60. Parmi les plus im-

portantes méditations du Nigéria, figurent celles entreprises lors du conflit entre le Togo et le Ghana, ainsi qu'entre la Tanzanie et l'Ouganda. Les responsables nigériens ont joué un rôle important dans la résolution des conflits en Afrique de l'Ouest dans le cadre du Conseil de sécurité de la CEDEAO, ainsi que lors des crises au Libéria et au Sierra Leone.

Forum mondial de la jeunesse

Par : Mohamed Abdel Nabi
L'Organisme général de l'information

Le Forum mondial de la jeunesse a eu lieu du 3 au 6 novembre 2018 à la ville de Charm El Cheikh sous les auspices du Président Abdel Fattah Al Sissi et la supervision de l'Académie nationale de la Formation des jeunes, et en présence de 5000 jeunes hommes et femmes provenant de 163 pays du monde entier. Une élite de chefs du monde, d'experts, de penseurs, des personnalités éminentes et influentes, de professeurs académiques, de spécialistes dans les divers domaines et de représentants de gouvernements, de jeunes et de femmes ont participé à ce Forum. Lequel a permis aux jeunes participants de s'exprimer pour profiter de leurs expériences, de débattre sur les phénomènes dangereux et les moyens de les résoudre, et de proposer des recommandations et des initiatives utiles à cet égard.

L'émissaire du Secrétaire générale des Nations-Unies, Jayathma Wickramanayake, Nadia Mourad, fille yézidie, lauréate du prix Nobel de la paix, et le petit-fils de Nelson Mandela ont assisté à ce Forum. Le président palestinien, Mahmoud Abbas, a assisté à la séance inaugurale du Forum.

Le thème principal du Forum de cette année est inspiré du livre du penseur Milad Hanna "Les sept piliers de la personnalité égyptienne", qui met l'accent sur l'unité du tissu social égyptien en dépit des différences. Toutes les séances du Forum ont été tenues dans le

cadre de ce pilier et de la vision distinguée de la société égyptienne, qui était pour longtemps un point de rencontre entre un grand nombre de sociétés.

Le Forum mondial de la jeunesse a abordé un grand nombre de questions et de sujets importants. Il s'agit de la discussion de 18 axes au cours de 30 séances, en plus du modèle de simulation du Sommet afro-arabe, des deux cérémonies d'inauguration et de clôture, et des ateliers qui ont précédé le Forum. Le continent africain a obtenu la part du lion des discussions, des séances et des axes qui ont indirectement orbité autour des problèmes qui intéressent les acteurs et les spécialistes africains. Le problème de l'eau, le rôle des entreprises et des hommes d'affaires dans le développement, la réduction de l'écart entre les genres sur le marché du travail, l'autonomisation de la femme, les nouvelles sources d'énergie et l'énergie non renouvelable, les aides internationales, la construction des sociétés dans la période du post-conflit, le rôle des réseaux sociaux et les instances qui ont traité directement des questions africaines, dont l'agenda 2063 et le modèle de simulation du Sommet afro-arabe, ont animé les séances.

Le Forum... Questions et discussions

1- Le rôle des entrepreneurs dans la réalisation du développement :

Les chercheurs ont considéré les entreprises privées ou "l'entrepreneuriat" comme l'un des indicateurs importants qui mesure la puissance des États et qui contribue d'une manière directe à assurer les chances d'emploi pour résoudre les problèmes sociaux. Dans ce contexte, l'entrepreneur sud-africain, Sandel Chapengo, a affirmé que le nombre de jeunes chômeurs en Afrique du Sud variait entre 15 et 30 millions de personnes et que l'entrepreneuriat pouvait les aider à devenir propriétaires d'entreprise.



2- Le problème de la paix :

Le problème de la paix a été soulevé au cours d'une séance particulière, tenue sous le thème du "rôle des chefs du monde dans l'instauration et le maintien de la paix". Cette séance a connu la soumission de nombreuses visions et idées concernant les moyens d'établir la paix mondiale et la discussion des problèmes liés à la femme et aux pays du Moyen-Orient. Le président Abdel Fattah Al Sissi a mis l'accent sur la possibilité d'établir la paix dans les pays arabes (dont certains sont situés en Afrique) via cinq axes principaux: le rôle primordial des dirigeants du monde, leur capacité d'assimiler les différentes situations, le moyen d'établir la paix sociale au sein de l'État, la création d'une Plate-forme de dialogue entre les jeunes et les dirigeants, et le développement des mécanismes des Nations Unies.

3- L'autonomisation de la femme :

Lors de son intervention à la séance de "Construire et pérenniser la paix", le président Abdel Fattah Al Sissi a mis l'accent sur l'engagement de l'Égypte à autonomiser les femmes via l'adoption des pratiques qui l'aide à occuper la place qu'elle mérite. Lors de la séance tenue sous le thème de "Comblent la lacune qualitative dans le marché du travail" l'épouse du président Abdel Fattah Al Sissi a jugé impossible d'autonomiser la femme sans l'existence d'un grand soutien politique, économique et social à l'égalité entre les deux genres, confirmant que la direction politique assure le soutien nécessaire à cet égard. Les autres participants à cette séance ont souligné que les politiques et les initiatives adoptées devaient œuvrer à développer le marché du travail de la femme, en assurant de véritables incitations aux femmes employeurs, la protection des enfants et des horaires de travail flexibles.

4- L'énergie :

Un grand nombre de participants a affirmé que le monde ten-

drait dans l'avenir à l'usage de l'énergie renouvelable et propre, qu'il souffrait déjà de l'accès à l'énergie, et que les États africains avaient le même problème, bien qu'ils possèdent d'énormes sources d'énergie. Par exemple, le taux de l'accès du Niger à l'énergie a atteint environ 14%, bien qu'il soit le premier exportateur mondial d'uranium. Les participants ont également affirmé l'existence de 3 milliards de personnes qui vivent dans une précarité énergétique, et ont appelé les pays développés à prêter mainforte aux États africains à cet égard, ce qui est devenu possible avec l'orientation de plusieurs pays, dont la Chine, les États de l'UE, le Kenya et États de la Corne de l'Afrique vers la génération de l'énergie éolienne.

5- Le rôle de l'art et du cinéma :

Cette séance a été tenue sous le thème du "Rôle de l'art et du cinéma dans la formation des sociétés", en présence d'un grand nombre d'artistes et de responsables, dont la ministre de la Culture, Dr. Inas Abdel-Dayem, qui a affirmé que l'art formait l'esprit de la société et constituait le moyen le plus influent sur les communautés. Selon les participants à cette séance, le cinéma est une extension de l'histoire sociale et une réflexion de la vie politique, économique et sociale aussi bien des citoyens que de l'État.

6- Le problème de l'eau :

Cette séance a eu lieu sous le thème du "Jour zéro: la sécurité de l'eau à l'issue des changements climatiques". Les participants à cette séance ont affirmé que le problème de la sécurité de l'eau affecterait directement d'ici peu la nouvelle génération, en particulier que d'ici 2030, les deux tiers de la population du monde souffriront d'une pénurie d'eau ; 1,8 millions de personnes souffriront la sécheresse et 24 à 27 millions de personnes seront déplacées. Or, une gestion efficace des politiques de l'eau peut transformer les conflits potentiels liés à l'eau

en une opportunité pour réaliser le développement socio-économique, ont-ils fait remarquer.

7- Le problème des aides internationales et des réfugiés :

Cette séance a eu lieu sous le thème des "Aides humanitaires: responsabilité internationale face aux défis". Les orateurs ont mis l'accent sur l'importance de se concentrer sur l'autonomisation des individus via la recherche de solutions durables à leurs problèmes. L'activiste somalienne dans les droits de l'homme, Fatuma Musa Afrah, a affirmé, pendant cette séance, qu'elle ne s'opposait pas au terme "réfugiés", mais lui préférait celui de "nouveaux venants". La plupart des participants à cette séance ont souligné l'importance de trouver une forme d'équilibre et d'harmonisation entre la fourniture des aides aux réfugiés d'une part et la protection des frontières de chaque État d'une autre part, ainsi que l'importance de trouver des sources de financement permanentes et garanties aux institutions concernées par les problèmes des réfugiés.

8- Les médias sociaux :

Cette séance a été tenue sous le thème des "Réseaux sociaux: sauver ou asservir ses utilisateurs", en présence du président Abdel Fattah Al Sissi et de nombreux ministres. Certains participants à cette séance ont admis le rôle négatif des réseaux sociaux, dont Christine Abiro, experte ougandaise en sécurité numérique et en sécurité des données, qui a affirmé que les enfants, les filles et les adolescents étaient les plus touchés par les effets néfastes des réseaux sociaux. D'autres participants ont adopté un point de vue différent, et ont mis l'accent sur les avantages des réseaux sociaux, les considérant comme un outil très utile dans nombreux domaines médicaux et d'ingénierie, ainsi que dans les domaines liés à l'action des organisations humanitaires.

9- L'automatisation des jeunes en situation d'handicap :

Les participants à cette séance ont mis l'accent sur l'urgence d'une coopération internationale en faveur de l'initiative africaine pour les personnes en situation d'handicap, et ont demandé à l'Égypte en tant que présidente de l'Union africaine en 2019, d'élaborer une série de politiques de sensibilisation au profit des personnes en situation d'handicap, et d'un programme destiné à la nutrition de la femme et des enfants, et à créer un réseau de sécurité alimentaire entre les pays de l'Union africaine.

10- Comment former les futurs leaders :

Une séance a été tenue sous le thème de "Comment former les futurs leaders", en présence du président de la République, des deux ministres de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur, et de nombreux symboles de la jeunesse.

Lors de cette séance, le président Abdel Fattah Al Sissi a mis en exergue l'importance de donner aux jeunes l'occasion d'assumer la direction des postes et des emplois, après avoir sélectionné les plus compétents à le faire parmi eux, et de bien les préparer à assumer cette responsabilité.

Selon les responsables de l'éducation en Égypte, l'éducation est devenue indispensable au processus de la construction du leadership, qui n'est pas une simple question génétique. L'activiste africaine dans le domaine du climat, Catherine Cosanitens, a exprimé sa fierté d'avoir participé au Forum mondial de la jeunesse à Charm El Cheikh. "Nous nous posons une telle question en tant que jeunes dirigeants : Comment pouvons-nous agir si nous devenons dirigeants dans l'avenir?", s'est-elle demandée. Et d'ajouter que cette génération relève nombreux défis mondiaux, dont la pauvreté, la faim, les changements climatiques, les réfugiés, la migration clandestine, le chômage,

la violation des droits de l'homme et la pénurie en eau potable.

Séance sur l'Agenda 2063 : « l'Afrique à laquelle nous aspirons » :

Lors de la séance sur « l'Agenda 2063 : l'Afrique à laquelle nous aspirons », le président Abdel Fattah Al Sissi a révélé les moyens à adopter pour réaliser le développement durable dans le continent africain, avec la participation des pays développés. Il a fait état de l'expérience de l'Égypte dans la réalisation du développement.

Pour ce faire, le président a fixé cinq axes principaux : instaurer la sécurité et de la stabilité en Afrique, pilier essentiel pour réaliser le développement et attirer les investissements étrangers ; rectifier les préjugés relatifs à l'Afrique pour confirmer au monde que le Continent noir est un lieu de sécurité et de développement et non pas de tensions et de terrorisme ; s'engager à promouvoir le partenariat européen avec le Continent africain par le biais d'un programme global et intégré pour le développement de l'infrastructure des pays du Continent et pour la fourniture à ces derniers des différentes sources d'énergie ; élaborer un programme de gouvernance et de transformation électronique et numérique ; et enfin, lutter contre la corruption. Selon Al Sissi, ce sont bien ces étapes qui permettront aux États du Continent d'atteindre la vision 2063 et de réaliser les aspirations des peuples africains.

La séance a également abordé la lutte contre le terrorisme, la promotion de la stabilité et l'activation du rôle de la jeunesse. Les participants ont mis l'accent sur la nécessité de créer un Forum africain de la jeunesse à l'instar du Forum mondial de la jeunesse, organisé par le Caire.

Le ministre égyptien des Affaires étrangères, Sameh Choukri, a noté que « l'Afrique 2063 » était une vision ambitieuse de la part des membres de l'Union Africaine qui garantit la mise en place et le finan-

cement des institutions économiques, tels que la Bourse africaine unifiée et la Banque centrale africaine. Il a déclaré que la contribution de l'Égypte à la stabilité et au développement de l'Afrique reposait sur plusieurs axes, dont le développement de la production agroalimentaire et le développement des compétences humaines. Il a ajouté qu'il était nécessaire d'œuvrer à réaliser l'intégration entre les pays du continent, afin de tirer réciproquement profit de leurs richesses et de réaliser un soubresaut dans leurs échanges commerciaux. Il a fait rappeler la participation du Président Abdel Fattah Al Sissi au Sommet du G20 et son engagement à réduire le manque de connexion entre pays africains et à y développer l'infrastructure.

La ministre burundaise de la Jeunesse, Evelyn Boutoy, a jugé important que la jeunesse assume la responsabilité du développement en Afrique et participe aux partenariats internationaux. Elle a évoqué la présence de six ministres femmes dans le gouvernement de son pays et a appelé à l'autonomisation de la femme, à l'investissement dans l'éducation dans le Continent africain et à la création d'un environnement juridique permettant aux jeunes d'assumer leurs responsabilités.

L'un des ministres allemands présents à cette séance a jugé impératif de nouer un partenariat entre l'Union Africaine et l'Union Européenne et d'activer et d'expliquer le rôle de l'Union africaine qu'elle doit mettre en relief pour mener ce partenariat à bien. Il a ajouté que l'Union Européenne accordait un grand intérêt à la coopération avec les pays africains et au soutien du développement économique en Afrique.

De son côté, le représentant de la Banque Afrikazm s'est penché sur la vision "Afrique 2063", et a déterminé sept priorités pour la concrétiser, dont l'infrastructure, la paix, la stabilité et le libre-échange. À son avis, le Continent africain souffre d'un manque du financement

beaucoup moins que de sa mauvaise gestion.

Modèle de stimulation du Sommet arabo-africain :

Le président de la séance inaugurale du modèle de "simulation du Sommet arabo-africain", tenue au cours de la deuxième journée du Forum, a affirmé que la tenue de ce Sommet visait à promouvoir les relations arabo-africaines, surtout face aux défis énormes qu'affrontent les deux mondes arabe et africain.

Il convient de rappeler que le Sommet arabo-africain est un sommet régional, tenu en marge du Forum mondial de la jeunesse. Les participants à ce Sommet incarnent les rôles des chefs arabes et africains pour examiner les questions urgentes d'intérêt commun pour les deux mondes arabe et africain. Ils ont été également sommés de prononcer des discours inauguraux qui reflétaient la politique de leurs États vis-à-vis du projet de l'intégration arabo-africaine. Dans le cadre des activités de ce Sommet, les participants ont été enjoins d'effectuer des négociations pour régler les conflits, conformément aux règles des sommets arabo-africains.

Il est à noter que la tenue du modèle de simulation du "Sommet arabo-africain" s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre des recommandations du modèle de stimulation du "Sommet de l'Union Africaine", qui a eu lieu en mai 2017, et du Forum mondial de la jeunesse, qui a eu lieu en Novembre 2017. La stimulation de cette année a eu lieu en présence des jeunes de 67 pays arabes et africains, qui devaient essayer de trouver des solutions appropriées aux problèmes et aux défis qu'ils affrontaient, et de promouvoir la coopération entre les jeunes arabes et africains.

Recommandations du Forum mondial de la jeunesse:

- 1- Déclaration de la ville égyptienne d'Assouan capitale de la Jeunesse africaine pour l'année 2019, le Forum de la jeunesse arabo-

- africaine devant y être lancé cette même année pour débattre des problèmes et des défis les plus importants auxquels font face les jeunes du continent africain et de la région arabe.
2. Adoption par l'Etat égyptien de la Déclaration de Charm El Cheikh sur l'intégration arabo-africaine - issue du modèle de simulation du Sommet afro-arabe - en tant que document officiel à soumettre par l'Égypte par l'intermédiaire du ministère des Affaires étrangères à la Commission de l'UA.
 3. Appel à l'Académie nationale de Formation d'élaborer un Programme pour la formation des jeunes dirigeants africains.
 - 4- Déclaration par l'Etat égyptien de la formation d'un groupe de travail mixte, composé des jeunes participant à ce Forum, en vue de fournir un soutien matériel et moral aux victimes du terrorisme dans le monde.
 - 5 - Formation d'un groupe de recherche spécialisé, sous la supervision de l'administration du présent Forum, afin d'étudier les avantages et les méfaits de l'usage excessif des réseaux sociaux et d'élaborer une vision globale sur les moyens de traiter avec les réseaux sociaux et d'en réduire les effets négatifs.
 - 6- Coordination entre les agences gouvernementales égyptiennes et la direction du Forum pour lancer une campagne de propagande visant à sensibiliser le public et les jeunes sur la gravité de la question de la sécurité de l'eau et l'inscrire à l'ordre du jour de la communauté internationale.
 7. Lancement d'une initiative internationale visant à former dix mille jeunes égyptiens et africains en tant que concepteurs de jeux et d'applications électroniques, en plus de la création de 100 entreprises spécialisées dans ce domaine.

Dilemme de la sécurité au Sahel et au Sahara entre la rétrogression de Daech et la progression de Boko Haram

**Par : Racha al-Sayyed 'Achri
Chercheuse dans les Affaires africaines**

Le dilemme de la sécurité en Afrique est devenue l'une des problématiques majeures qu'affronte le Continent noir, et qui exige de nouvelles approches face au terrorisme qui menace plusieurs États africains. Mains groupes terroristes se rivalisent la portée de leurs activités ; Harakat al-Chabab al-Moudjahidin en Somalie, Boko Haram au Nigeria, al-Qaïda au Maghreb, Daech en Libye sont à présent les plus actifs sur la scène africaine.

De là, pour étudier cette problématique, nous avons divisé cet essai en quatre parties. La première esquisse la problématique de la sécurité dans la région du Sahel et du Sahara à la lumière du statu quo sécuritaire (soit la montée des groupes terroristes en général et d'al-Qaïda et Boko Haram en particulier), ainsi que la situation économique, raciale et religieuse dans cette région ; la deuxième effleure la présente progression ou rétrogression de Boko Haram dans cette région ; la troisième expose l'activité de Boko Haram au Nigeria et les raisons de leur montée dans le pays ; et enfin la quatrième projette la lumière sur les éventuels scénarios de la situation sécuritaire dans la région du Sahel et du Sahara.

I- La problématique de la sécurité dans la région du Sahel et du Sahara :

En dépit des tentatives déployées pour ranimer le rôle de Daech en Afrique, après son expulsion de l'Iraq et de la Syrie, cette organisa-

tion continue à subir des défaites considérables, à force des opérations de l'Armée libyenne, des forces de l'Africom et du G5 Sahel et des autres cadres antiterroristes régionaux. Par conséquent, les activités opérationnelles des autres groupes terroristes, tels Harakat al-Chabab al-Moudjahidin en Somalie, al-Qaïda au Maghreb et Boko Haram, ont dépassé celles de Daech, d'autant plus que ces factions sont originaires de la région, où ils ont fait leur apparition avant la création de Daech. De là, ces factions tiennent à amplifier leur action pour se prouver pratiquement et idéologiquement capables de subsister. Ainsi Boko Haram est-il devenu le groupe terroriste le plus actif aussi bien au Nigeria que dans les États limitrophes, d'où l'exacerbation de la tension, de la violence et de l'instabilité qui sont à l'origine de l'échec des politiques visant à lutter contre le terrorisme et à rétablir la sécurité et la stabilité dans le Continent africain en général et dans la région du Sahel et du Sahara en particulier.

En fait, al-Qaïda et autres groupes terroristes ont profité de la pauvreté et de la tension dans certains États africains pour bien s'implanter, intensifier leurs opérations et recruter de jeunes Africains traînant dans l'indigence et le chômage, surtout au Mali, en Somalie, au Nigeria, en Libye, au Soudan et au Niger, entre autres États africains. Un scénario renforcé par les grandes subventions qu'obtiennent ces factions et par le manquement des États à la sécurisation de leurs grandes étendues désertiques. Cela a facilité l'essaïm de ces groupes dans ces régions où la souveraineté de l'État et le contrôle sécuritaire font défaut. Selon les recensements de l'Office des Nations Unies contre la Drogue et le Crime, ces groupes gagnent quelques 3400 millions de dollars par an, issus des rançons payés pour libérer les otages et pour assurer la protection au trafic des drogues et des armes. Ces revenus, a affirmé l'Office, sont utilisés pour financer l'entraînement,

établir des sanctuaires et entreprendre des opérations armées.

Ces factions ne manquent pas de représenter un danger qui menace l'Europe à partir de la région du Sahel et du Sahara, du côté des immigrés, de la sécurité des touristes, des investissements et des intérêts occidentaux dans la région, d'autant plus que l'Europe est la destination des immigrés clandestins.

Par ailleurs, le dilemme sécuritaire a imposé les contextes du terrorisme hybride, mené par des factions terroristes, des individus, des groupes tribaux et des bandits de crime organisé. D'où un type de terrorisme qui réunit plusieurs facteurs, dont les crises politiques, socio-économiques et religieuses, issues des conflits tribaux et des intérêts internationaux. Des facteurs qui ont accentué le phénomène du terrorisme, accompagné de la propagation des milices armées et des mercenaires dans plusieurs États africains, tels le Mali, le Burkina et le Nigeria. Dans le cas de ce dernier État, Boko Haram est parvenu à profiter de l'étendue transfrontalière des Kanouri pour menacer les États voisins et pour s'imposer en tant que péril régional. Une situation parraînée par la concurrence américano-européenne (française et italienne) et asiatique (sino-iranienne), qui a bénéficié de cette problématique en faveur de ses intérêts, en se servant de la présence et de l'hégémonie, ou en imposant des politiques internationales sous prétexte de lutter contre le terrorisme, alors qu'en réalité, ces puissances emploient ces organisations terroristes pour battre les intérêts des puissances rivales en brèche.

II- La rétrogression des activités de Daech :

Bien qu'en régression, les activités de Daech persistent dans la région du Sahel et du Sahara, et notamment dans le berceau de l'organisation en Libye. Elles sont poursuivies par certaines factions dissidentes d'al-Qaïda au Maghreb, telles les Jound al-Khilafah en Algérie,

et les Mourabitounes, faction placée en mai 2015 sous la conduite d'Abou Walid al-Sahraoui qui a été évincé par Mokhtar Belmokhtar. En dépit des frappes qui ont anéanti ses bastions en Iraq et en Syrie, l'organisation terroriste Daech s'efforce de récupérer son pouvoir militaire, surtout dans le Continent africain, étant l'une de ses plus importantes destinations après la démolition de la dite « État islamique de l'Iraq et de la Syrie » (ad-dawla al-islāmiyya fi-l-irāq wa-š-šām).

Daech a développé ses alliances avec les groupes radicaux en Afrique, surtout dans la période de sa montée comprise de 2014 à 2015. À cette époque, l'organisation a envoyé quelque 15 entraîneurs iraqiens à Adamo, au Nord du Nigeria, pour former pendant six mois les éléments de Boko Haram sur les tactiques de combat, sur l'usage des explosifs et sur la fabrication des armes artisanales, y compris des lance-roquettes. Elle a également recruté des alliés et des combattants contre des rémunérations considérables.

En 2015, l'organisation a revendiqué les deux opérations du musée du Bardo qui a fait 22 morts et 45 blessées, ainsi que celle de Sousse en Tunisie qui a fait 38 morts. Après une période d'inertie, l'organisation a repris sa violence, lorsque le premier chef de Daech au Sahel et au Sahara, Adnan Abou Walid al-Sahraoui, a revendiqué le 12 janvier 2017 une opération terroriste contre des forces américaines et françaises au Mali, à l'issue de laquelle des engins militaires ont été détruits, puis le 4 octobre une autre opération contre des commandos américains au Niger.

Les opérations de Daech a pris de l'ampleur au Nord et au centre de l'Afrique, et notamment en Libye. En février 2018, Abou Walid al-Sahraoui a annoncé, via la chaîne d'actualité al-Naba' qui diffuse ses actes militaires dans le monde, qu'il mènerait une nouvelle guerre d'usure contre les postes de sécurité de l'armée nationale libyenne. De-

puis, il a revendiqué des raids menés dans diverses régions libyennes, dont une attaque à Waddan et deux à l'Est de Syrte et à Zalla, au Sud de la région pétrolifère. Or, l'armée nationale est parvenue à tuer trois terroristes, ce qui a amené l'organisation à menacer d'attaquer le district de Djoufrah, Syrte et la région pétrolifère en particulier. Le 30 mars, l'organisation a annoncé, dans un communiqué publié par son agence de Presse A'mâq, une attaque contre les forces du Maréchal Khalifa Haftar à Adjabiya, faisant 8 morts et 8 blessés, dont des civils, ce qui prouve que les actes de l'organisation se limite à la Libye. Et pourtant, les rapports ont démontré un grand recul dans les activités de Daech, si bien que ses opérations sont passées de 319 en 2016 à seulement 43 en 2017, faisant 239 morts, dont la plupart appartient à l'organisation en Libye.

En revanche, le Harakat al-Chabab al-Moudjahidin, qui est devenu de plus en plus farouche, a entrepris 1593 opérations, contre 500 opérations effectuées par Boko Haram, faisant les unes et les autres 44% des victimes du terrorisme en Afrique.

Quoique Daech ait essayé de reprendre ses activités en Afrique, qui est devenu le principal refuge des éléments de l'organisation, maints procédés lui ont barré la route. Ces procédés ont été les suivants :

- 1- Le démantèlement des principaux bastions de l'organisation en Iraq et en Syrie, tout en serrant l'étau autour de ses activités dans la région et autour de ses zones d'influence. Les coups durs et successifs à ses dirigeants au Moyen-Orient et en Afrique, dont les premiers ont eu lieu en 2015. Et ce, lorsqu'al-Baghdadi a transféré plusieurs dirigeants de l'organisation de l'Iraq vers la Libye, dont Abou Nabil al-Anbari, qui était l'émir de la province de Salah Ed-dine, Abou al-Bara' al-Azdi qu'il a désigné gouverneur de la pro-

vince de Barqa (Cyrénaïque), et Abou Habib al-Djirzaoui, chargé de recruter des jeunes pour rejoindre Daech. Et pourtant, l'organisation n'a pas réussi à garder ses zones d'influence et la continuité de sa mainmise. Elle a subi les fortes frappes aériennes de l'Africom qui ont tué nombre de ses éléments et de ses principaux commandants susmentionnés.

- 2- L'existence des forces d'Africom et des casques bleues dans la région du Sahel et du Sahara qui sont parvenues à anéantir beaucoup des pratiques de l'organisation. Les forces américaines ont mené des raids à partir de la base d'Africom contre des régions en Libye, au Mali et au Niger. Les États-Unis déploient à présent 1300 éléments des forces spéciales en Afrique, alors que la France a déployé un bataillon composé de quelque 4000 soldats dans la région, pour appuyer la guerre contre les groupes djihadistes. Par ailleurs, les États bailleurs de fonds, dont l'Arabie saoudite, ont octroyé 300 millions de dollars pour soutenir les efforts militaires face aux djihadistes en Afrique. Cependant, ces défis se heurtent toujours à des cadres compliqués pour anéantir les activités terroristes dans la région.
- 3- Les forces de l'Armée libyenne, commandées par Khalifa Haftar, et les forces d'Al-Bonyan Al-Marsous, relevant du gouvernement de Tripoli, jouent un rôle dans la lutte contre l'organisation, ce qui a freiné son expansion dans la région.
- 4- L'action d'al-Qaïda, l'organisation mère la plus active et la plus persistante, qui a réuni plusieurs organisations extrémistes et qui a joué un rôle dans la défaite de Daech. En fait, al-Qaïda a créé en 2016 un groupe armé, nommé al-Fath al-Moubine, et chargé de pourchasser les éléments de l'organisation, d'où les opérations terroristes amplifiées dans le triangle frontalier Mali-Burkina-Niger.



Selon certains observateurs, une éventuelle coopération entre al-Qaïda et Daech peut avoir lieu, au niveau de l'escalade des opérations terroristes contre les forces étrangères. Mais il s'avère en réalité qu'al-Qaïda a toujours le dessus par rapport à Daech en rétrogression, d'autant plus que les opérations d'al-Qaïda ont vu une amplification en 2017-2018.

- 5- Le développement des activités des organisations terroristes dans le Continent et leur probable scission de la dépendance de Daech, à force de leurs objectifs locaux et régionaux qui diffèrent de ceux de Daech. Par ailleurs, Daech a perdu sa réputation et son charisme idéologique, après avoir perdu son pouvoir et son prestige médiatique, surtout dans ses principaux foyers. En dépit des divisions organisationnelles annoncées par al-Gaghdadi pour les régions du Continent, dans le cadre de sa vision relative au califat mondial, il n'a pas réussi à y imposer sa domination effective.

III- L'activité de Boko Haram et sa montée :

Le Nigeria souffre encore de la tension sécuritaire et de la récurrence des opérations de Boko Haram, qui intensifie ses pratiques terroristes à l'intérieur et à l'extérieur du pays, produisant maintes pertes en êtres humains et en biens dans les États victimes. En fait, Boko Haram est devenu un groupe terroriste transfrontalier, qui a occasionné des milliers de déplacés, la destruction de l'infrastructure de plusieurs provinces nigérianes, outre les homicides, les viols et l'enlèvement de citoyens aussi bien au Nigeria que dans les États voisins, comme le Niger, le Tchad, le Cameroun et le Mali.

1- Facteurs de la montée de Boko Haram :

À la tête de ces facteurs, se dressent la crise de la faiblesse sécuritaire et la corruption qui a envahi plusieurs institutions étatiques, dont

en premier lieu la magistrature. Des investigations ont prouvé l'implication de grands juges dans l'obtention de pots-de-vin qui se sont chiffrés à 800 mille dollars, en plus d'autres fonds en devises locales et étrangères, de biens-fonds évalués à des millions de Nairas. Des documents ont été découverts prouvant la perpétration par ces juges de graves forfaits, ce qui a rendu l'organisation plus véhémement et plus acharnée.

Cela intervient au moment où la performance du gouvernement nigérian se délabre sur les plan politique et économique, où la pauvreté et le chômage s'aggravent, ce dernier atteignant 21%, où la corruption politique s'exacerbe, sans omettre le rôle direct ou indirect de l'Occident dans l'apparition de ces organisations terroristes, en plus de l'influence idéologique qu'exerce al-Qaïda du Soudan à Afghanistan, en passant par la Corne africaine. De là, Boko Haram a annoncé, au début de son apparition en 2009, sa fidélité à al-Qaïda, d'où l'expansion de ce groupe et son impact politique et sécuritaire, surtout après ses accrochages avec le gouvernement nigérian, comme confirmation de sa loyauté à al-Qaïda.

Par ailleurs, Boko Haram a adopté un cadre idéologique, étroitement lié aux idéologies takfiries d'al-Qaïda. S'appuyant sur certaines sources, ses éléments ont redéfini les croyances religieuses et l'ont imposées aux zones de leur influence, comme ils ont adopté un discours outre celui de l'Islam modéré, ce qui a revêtu l'action de l'organisation d'une dimension particulière. Selon eux, comme tous les autres groupes takfiris, le seul moyen pour changer la réalité vécue est la guerre, les meurtres et l'affrontement armé de l'État et du gouvernement. Une vision appuyée par la structure militaire du groupe, composée de forces spéciales, soit des escadrons sécuritaires avec, dit-on, un effectif de 6 mille guerriers. Ceux-ci entreprennent des combats di-

rects, et se servent des tactiques des guérillas. Leurs opérations sont financées par la contrebande, l'enlèvement des étrangers et des responsables, le détournement des fonds des banques, outre le financement étranger. Cela a permis à l'organisation d'étendre ses activités et d'imposer la mainmise à de nombreuses régions au Nord du Nigéria.

2- Boko Haram, de l'allégeance à al-Qaïda à la progression pratique :

« Nous prêtons serment d'allégeance au califat. Nous entendons et nous obéissons aussi bien dans les moments difficiles que dans ceux de l'aisance », voilà ce qu'a déclaré Abubakar Shekau dans un communiqué publié en mars 2015. Or, suite à une controverse qui a eu lieu en août 2016, après que Daech a nommé le porte-parole du groupe, Abou Mosab al-Barnaoui, comme commandant et a limogé Abubakar Shekau, les pratiques du groupe ont acquis un nouvel aspect, et son rapport avec Daech, qui a subi plusieurs défaites au Moyen-Orient et dont le rôle s'est rétréci en Libye, a vu un nouveau tournant. Et pourtant, Shekau a défié la décision de l'organisation et a persévéré dans son poste de commandant du groupe. Il a annoncé, dans un audio de dix minutes, que : « Les gens doivent voir que nous existons encore. Nous ne sèmerons pas la scission parmi les gens, et nous poursuivrons notre marche à la lumière des dispositions de la sunna et du Coran. C'est là l'attitude que nous prenons, et nous resterons le groupe des adeptes de la sunna pour la prédication et la lutte sur le sentier d'Allah ». Cette déclaration dévoile la tension dans la relation entre l'organisation et le groupe ; une tension en escalade parce que Daech a imposé sa vision au groupe, ce que Shekau a refusé.

Le recul de la puissance de Daech et de son charisme idéologique, après avoir perdu sa force et son prestige médiatique dans ses principaux sanctuaires a fait que beaucoup des groupes qui y ont été affiliés l'ont graduellement abandonné, ou sont restés médiatiquement seulement affiliés à l'organisation, sans l'être des points de vue organisa-

tionnel ni logistique. Ainsi, Boko Haram est resté seulement par le nom affilié à Daech, sans aucun lien concret, si ce n'est que l'entraînement de certains éléments de l'organisation en 2015, comme nous l'avons déjà mentionné. En fait, Daech n'a accordé aucun soutien financier ni logistique à Boko Haram et rien ne prouve un pilotage stratégique de sa part en faveur du groupe. Cela était patent, lorsque le groupe s'est consacré à une activité au Nigéria et à certains États voisins, dont les objectifs politiques ont été loin de ceux de Daech. De plus, Shekau a revendiqué les opérations terroristes, sans réitérer sa fidélité à Daech, ni les attribuer à l'organisation mère ; bien au contraire, il s'est contenté de mettre l'accent sur la puissance de Boko Haram. Laquelle a été mise en évidence dans le communiqué de Shekau, prononcé en février passé, ainsi que lors de l'enlèvement de 276 lycéennes au village de Chibok en 2014. Pour prouver qu'il constitue un péril sécuritaire, le groupe a continué à enlever des civils. Dernièrement, le groupe a enlevé 110 jeunes filles du village de Dabachi, au Nord-Est du Nigéria, en février 2018, puis a rendu 101 d'entre elles en mars dernier. Cet incident a mis en cause la médiation entre le gouvernement et le groupe terroriste pour le retour de ces filles, ce qui accentue la capacité de Boko Haram à agir continuellement face au recul du gouvernement, d'autant plus que les éléments du groupe terroristes ont accédé puis sont sortis du village, sans la moindre opposition de la part des agents de l'armée, comme l'a affirmé la déclaration du ministre nigérian de l'Information. Celui-ci a indiqué que la relâche des filles avait été inconditionnée et qu'elle était intervenue à l'issue des bons offices de certains amis. Et d'ajouter que les opérations militaires dans les régions où les négociations étaient en cours ont été gelées pour sauvegarder les âmes de leurs habitants.



En février 2018, Shekau a diffusé une vidéo de 11 minutes, dans laquelle il a affirmé la persistance du groupe et a démenti la défaite que l'armée nigériane prétendait lui infliger à Sambisa, à la province de Borno. Il a menacé de mener davantage d'attaques contre l'armée et contre les intérêts occidentaux et a déclaré : « Nous menons la guerre contre celui qui croit au nationalisme. Nous menons la guerre contre celui qui croit à la propagation de l'enseignement occidental qui se contredit à la foi ». C'est en réponse à l'offensive militaire régionale « Deep punch 2 », menée contre le groupe terroriste par le Nigéria en janvier 2018, en collaboration avec le Niger, le Tchad et le Cameroun, et entraînant la reddition de centaines de ses éléments. Le groupe, poursuivant ses opérations terroristes, a revendiqué l'attentat-suicide du 30 mars passé, commis à proximité de la ville de Maiduguri, à la province troublée de Borno au Nigéria, faisant un bilan de 14 morts et blessés.

En fait, le groupe emploie cette tactique de la succession des attentats-suicides, des explosions et des opérations spécifiques. Selon un rapport du Centre de Lutte contre le Terrorisme à l'Académie militaire américaine West Point, Boko Haram a chargé 434 personnes d'opérations kamikazes, que les femmes en ont commis 56% de janvier 2011 à juin 2017, soit la plus grande participation féminine aux opérations suicides dans l'histoire de l'organisation terroriste. D'où une menace plus grave pour la sécurité intérieure et régionale, surtout avec l'amplification des subventions étrangères et le recul des initiatives de lutte antiterroriste, ce qui a internationalisé leurs opérations terroristes sans avoir besoin de s'affilier à Daech, dont le charisme médiatique et idéologique et la puissance militaire s'éteignent graduellement.

IV- Les éventuels scénarios à venir :

Il existe plusieurs scénarios à venir de la situation sécuritaire dans le continent africain et de la montée des activités des groupes terroristes, dont en premier lieu Boko Haram. Ces éventuels scénarios sont les suivants :

- 1- Boko Haram d'une part et les autres groupes terroristes relevant de l'organisation d'al-Qaïda d'une autre part persisteront, au moment où flétrissent la sécurité dans la région du Sahel et du Sahara, et les politiques régionales et internationales qui jouent un rôle dans la poursuite des activités terroristes. L'attitude sélectionniste dans la lutte contre le terrorisme a été confirmée lorsque les États-Unis se sont abstenus de fournir l'aide logistique et financier à la force africaine chargée de faire face à Boko Haram, puisque les puits du pétrole nigérian sont situés au Sud du pays, loin de la portée de Boko Haram ; donc loin du danger qui peut menacer les intérêts américains.
- 2- Les activités de Daech reculera dans une large mesure au cours de la prochaine période et peut-être même que les organisations qui lui ont fait serment d'allégeance annonceront leur schisme, à l'issue de la rétrogression de son rôle militaire, médiatique et idéologique. Selon certaines hypothèses, Daech se ranimera dans les régions où ses alliés ont une certaine existence, comme le cas de la Tunisie, de l'Algérie, de l'Égypte, du Nigéria et du Niger. D'aucuns estiment qu'il s'agit de 18 États africains à partir de 52.
- 3- Les opérations militaires, et notamment celles d'Africom, du G5 Sahel et de la MINUSMA au Mali, verront un escalade, surtout avec la croissance de l'intervention militaire française dans la région, par des opérations dont celle de Barkhane au Nord du Mali et du Niger. Celles-ci ont démarré le 1^{er} août 2014 et ont, selon le Point Africain, coûté jusqu'au 23 février 2018 quelque 4 mille milliards de FCFA, pour faire face aux djihadistes au Nord

du Mali en particulier. Ces forces sont cantonnées le long de la ligne frontalière avec le Tchad à l'Est et la Mauritanie à l'Ouest. Sans mentionner les initiatives transsahariennes de la lutte contre le terrorisme (Trans-Sahara Counterterrorism Partnership - TSCTP). À la lumière des politiques de réconciliation que prônent ces initiatives, la région risque de voir s'enchaîner les affrontements militaires.

Coopération afro-européenne face au problème de l'immigration clandestine

Par: Adel Ali Ahmed

L'Organisme général de l'information

La crise de l'immigration clandestine est l'un des problèmes les plus importants auxquels les Etats de l'Union européenne font actuellement face, en raison de la divergence de leurs positions vis-à-vis de ce problème. Certains États refusent d'accueillir davantage de migrants sur leurs territoires à l'instar de la Pologne, de la République tchèque, de la Hongrie, de la France et de l'Autriche, alors que l'Italie par exemple estime qu'elle supporte seule le plus lourd fardeau de la crise. Cette crise est aggravée par l'incapacité des Etats du vieux Continent à arrêter le flux des migrants illégaux, surtout ceux provenant des Etats de l'Afrique du Nord, qui traversent la Méditerranée vers l'Europe pour échapper à la pauvreté et aux guerres civiles dans leurs pays d'origine.

De même, le Continent africain souffre de la crise de l'afflux de dizaines de milliers de ses citoyens vers l'Europe pour des raisons politiques, sécuritaires, économiques et sociales ; une crise qui est devenue une constante dans les relations afro-européennes pendant ces dernières années. Ce qui soulève de nombreuses questions sur la situation actuelle du phénomène de l'immigration clandestine en Afrique, les raisons de la coopération euro-africaine sur ce phénomène et ses conséquences sur les deux parties européenne et africaine. Ce rapport doit mettre l'accent sur les mesures et les mécanismes adoptés pour faire

face à ce phénomène:

Premièrement: la situation actuelle du phénomène de l'immigration clandestine en Afrique:

L'Afrique est la plus grande source de migrants clandestins qui affluent vers l'Europe en traversant la Méditerranée. Selon les statistiques publiées en Décembre 2015 par la Banque mondiale, 23,2 millions de migrants sont d'origine africaine. La Somalie, le Burkina Faso, le Soudan, la République démocratique du Congo, le Nigéria et la Côte d'Ivoire sont les plus grands pays exportateurs de migrants. L'Organisation internationale du travail (OIT) estime que le taux d'immigration clandestine varie entre 10 à 15% du total des migrants dans le monde, alors que pour l'Organisation internationale pour les migrants (OIM), le nombre de migrants illégaux vers les Etats de l'Union Européenne est de 1,5 millions de personnes.

Le site de l'Organisation internationale pour les migrants (OIM) a indiqué que 160067 personnes avaient tenté entre le 1^{er} janvier et le 19 novembre 2017 de migrer vers l'Europe à travers la Méditerranée, dont 2 985 ont trouvé la mort ou sont portées disparues. Pour le reste, 114 606 personnes ont réussi d'arriver en Italie, alors que 2 765 ont trouvé la mort ou sont portées disparues ; 18 818 personnes sont arrivées en Espagne, alors que 161 personnes ont trouvé la mort ou sont portées disparues ; 25 614 personnes sont arrivées en Grèce, alors que 59 personnes sont portées disparues ; 1 029 personnes sont arrivées à Chypre.

La majorité des migrants vers les principaux Etats européens à travers la Méditerranée entre le 1^{er} janvier jusqu'à octobre 2017 sont des Africains. La majorité des migrants vers l'Italie provenaient du Nigéria, de la Guinée, de la Côte d'Ivoire et du Mali, alors que la majorité des migrants vers la Grèce durant la même période provenaient

de la République du Congo et de l'Algérie.

Selon le site de l'Organisation internationale pour les migrants (OIM), citant l'Organisation des Nations Unies, 67 122 migrants et réfugiés sont arrivés entre le 1^{er} janvier et le 26 août 2018 vers l'Europe à travers la Méditerranée, dont 27 994 sont entrés en Espagne, principale destination de l'année contre 172 362 en 2017 et 272 612 en 2016. Selon le projet de l'OIM sur les migrants disparus, le nombre de migrants, qui ont trouvé la mort en traversant la Méditerranée, a atteint 1549 personnes en 2018.

Deuxièmement: les itinéraires de la migration vers l'Europe :

Selon une étude préparée par l'Institut des études de sécurité en Afrique, les réseaux de la transportation des migrants clandestins africains vers l'Europe à travers la Libye essaient dans des dizaines de pays. Ils utilisent des modalités variées et une coordination impeccable. D'habitude, les migrants africains empruntent trois itinéraires pour arriver en Europe à travers la Libye:

1- L'itinéraire occidentale :

Cette itinéraire, dont le centre principal est la ville libyenne de Ghat, est utilisée pour accéder au Sud de la Libye à travers l'Algérie. Elle est contrôlée par des tribus arabes et par des réseaux de contrebande appartenant aux Touaregs. Actuellement, l'itinéraire occidentale est moins attrayante que les autres, pour plusieurs raisons, dont la plus importante est que le transit depuis l'Algérie requiert des papiers officiels et une visa, ce que la plupart des migrants ne possèdent pas, d'où leur recours onéreux aux réseaux de contrebande en Algérie.

2- L'itinéraire orientale :

Cette itinéraire, qui passe du Soudan à la ville de Koufra au Sud-Est de la Libye, est la préférable pour les migrants en provenance de l'Érythrée, de la Somalie et de l'Éthiopie. Les réseaux de contrebande

opérant dans la Corne de l'Afrique à travers le Soudan sont les plus professionnels et les plus rentables, surtout après la crise libyenne. D'aucuns jugent que ces réseaux sont également les plus compliqués, du fait qu'ils possèdent des centres de commandement et de contrôle reliant les points centraux à Addis-Abeba, à Khartoum et à Tripoli. Selon les politiciens européens, l'élimination des réseaux de contrebande au long de l'itinéraire orientale jusqu'au Sud de la Libye constitue un défi particulier, puisque ces réseaux sont les plus compliqués, les plus organisés et les plus criminels parmi ceux des trois itinéraires.

3- L'itinéraire centrale :

C'est le chemin le plus attrayant qui relie directement le Niger au Sud de la Libye. Cette itinéraire est la préférable pour la plupart des migrants en provenance du Nigéria, de la Gambie et du Cameroun, du fait qu'elle s'écarte du Nord troublé du Mali, et ne requiert pas de papiers officiels ni d'autres complications comme l'itinéraire qui passe par l'Algérie. La plupart des migrants, qui utilisent l'itinéraire centrale, possèdent des passeports certifiés par la CEDEAO, ce qui leur donne la liberté de circulation dans 15 États membres pendant 90 jours sans visa.

Comme la CEDEAO réunit la plupart des Etats d'amont d'où proviennent la plupart des migrants en direction de la Libye, ceux-ci trouvent aisé de se déplacer au long de l'itinéraire centrale. La ville d'Agadez, au Niger, constitue le principal axe de cette itinéraire, étant accessible par les moyens de transport en commun, ce qui a fait de ce chemin le plus populaire pour l'immigration clandestine à travers la Libye. Comme les réseaux de contrebande, opérant tout le long de l'itinéraire centrale entre le Niger et le Sud de la Libye, sont les moins organisés et les moins criminels, l'œuvre des États européens se concentrent sur l'élimination de l'action de ces réseaux.

Troisièmement : Les motifs de la coopération entre l'Afrique et l'Europe :

1- Les séquelles économiques de l'immigration clandestine :

L'afflux d'un grand nombre de migrants clandestins affecte sans aucun doute les économies des Etats de l'Union Européenne, qui assument la grande responsabilité de les accueillir, de les héberger ou de les déporter. L'immigration clandestine a alourdi les finances publiques et a causé la ruée d'un grand nombre de migrants vers les marchés du travail en une période concise, ce qui a poussé l'Union Européenne à allouer des finances pour contrôler l'afflux des migrants. Le volume total des dépenses initiales varie entre 8 et 12 mille Euros pour chaque demande d'asile au cours de la première année. L'Union Européenne a dépensé 11,8 milliards d'Euros sur le processus de déportation des Entre 2000 et 2016, l'Union européenne a dépensé environ 11,8 milliards d'euros en déportations de demandeurs d'asile déboutés entre 2000 et 2016, soit 4 000 euros pour chaque demandeur d'asile débouté.

Quant au côté africain, l'étude préparée par l'Institut des Études de sécurité en Afrique a démontré que le trafic illicite de marchandises et de migrants occupe une partie importante des politiques économiques de plusieurs communautés du Sahel et du Sahara. Au cours de ces cinq dernières années, le trafic de migrants était l'activité la plus rentable ; en conséquence, les revenus de ce commerce sont devenus une partie inséparable de la structure politique et sécuritaire de la région.

2- Les séquelles sociales de l'immigration clandestine:

Les migrants clandestins sont sujets à l'exclusion sociale, au mauvais traitement et de la marginalisation, en raison de la politique de discrimination, qui les oppose aux peuples indigènes de l'Europe, et de

la distinction entre ces migrants clandestins eux- même, c'est-à-dire entre les migrants provenant de l'Europe de l'Est et ceux provenant de la rive Sud de la Méditerranée.

Par ailleurs, on reproche aux migrants clandestins d'être à l'origine de tous les problèmes sociaux qui menacent la sécurité et la stabilité des sociétés européennes, surtout la prolifération des drogues, le crime organisé, la mendicité et les réseaux de traite des êtres humains. L'immigration clandestine est également liée à la fraude, à la corruption, au détournement des fonds, à la violence contre des personnes et au trafic des migrants clandestins. Outre la croissance des quartiers champignons, le manque des services de base, la dégradation de l'environnement, le problème de l'identité culturelle et le déclin des valeurs et des principes originaux des Etats européens, ainsi que l'introduction de coutumes étranges pour la communauté européenne, tels le vagabondage, le chômage, la mendicité et le mariage de complaisance.

3- Les séquelles politique et sécuritaire de l'immigration clandestine:

Pour l'Union européenne, l'afflux des migrants clandestins de la rive méridionale vers celle septentrionale de la Méditerranée est l'origine de tous les fléaux qui menacent la sécurité européenne, car il est la cause de l'aggravation de plusieurs phénomènes, tels le crime organisé, le trafic de drogue, l'extrémisme religieux et ethnique, et le terrorisme. Certains politiciens européens, dont à leur tête le Premier ministre hongrois Victor Urban, ont tendance à lier l'immigration clandestine vers l'Europe aux menaces accrues du terrorisme.

Selon les partis de l'extrême droite, l'immigration clandestine constitue la cause principale des actes terroristes qu'affronte l'Europe, alors que pour les partis de gauche, l'immigration clandestine est une crise purement humanitaire et considèrent que le discours des partis d'extrême droite alimente la haine des migrants parmi les peuples in-

digènes de l'Europe. La crainte accrue de l'impact de l'immigration clandestine sur la situation politique dans les États membres de l'UE a conduit à une scission entre les dirigeants de l'UE, qui considèrent le problème des migrants clandestins comme un facteur menant à gagner ou à perdre les élections, de l'Italie et jusqu'en Hongrie, car les électeurs favorisent les candidats qui adoptent une position plus ferme en matière de l'immigration clandestine.

Quant au côté africain, d'aucuns font allusion à l'implication de certains éléments appartenant aux institutions gouvernementales en Libye et aux forces d'ordre dans les activités du trafic des migrants clandestins, d'autant plus que les revenus des activités de contrebande sont versés non seulement au profit des passeurs, mais aussi à celui des institutions sécuritaires locales.

Quatrièmement : Procédures et mécanismes face à ce phénomène :

Les États européens ont, individuellement ou en coopération avec les États africains, adopté une série de procédures et de mécanismes, permettant de faire face à la problématique de l'immigration clandestine et à ses séquelles, dont les suivants :

I- Les mécanismes sécuritaires:

Cet axe repose en principe sur l'importance de freiner l'afflux des migrants clandestins vers les bords européens, en procédant à ce qui suit :

1- Créer des centres de détention des migrants clandestins :

Les États de l'Union européenne ont mis en place des centres de détention pour les migrants clandestins arrêtés sur les rives européennes, afin de les déporter vers leur pays d'origine. Or, ces centres sont dépourvus des normes humanitaires minimales requises pour la détention. La loi adoptée par le Parlement européen en 2008 a autorisé la détention des migrants sans documents officiels, les demandeurs d'asile politique dont les demandes ont



été rejetées, et les enfants non accompagnés de leurs familles, pour une période maximum de 18 mois, avec une interdiction de rentrer dans les États membre de l'Union européenne pour une période de cinq ans.

2- Déporter les migrants clandestins :

en Octobre 2008, le Conseil européen a adopté l'accord européen sur les migrants, considéré comme la pierre angulaire de la politique d'immigration lors de la présidence française de l'Union Européenne au cours de la seconde moitié de la même année. Cet accord non contraignant impose un contrôle plus rigoureux aux familles des migrants, et appelle les États de l'UE à refouler les migrants, à leur payer de l'argent pour retourner à leurs pays d'origine, et à signer des accords avec les pays d'origine pour éloigner les migrants clandestins.

3- Renforcer la garde-frontière des États de l'UE :

Les États européens ont adopté une série de mesures pour renforcer la sécurité tout au long de leurs frontières côtières. Parmi ces mesures, figure le projet espagnol financé par l'UE qui vise à construire un mur de six mètres de hauteur, équipé d'un radar pour les longues distances, de caméras thermiques et d'appareils à vision nocturne. L'Espagne a également mis en place des centres d'observation électronique, équipés de dispositifs de détection nocturnes et de radars, et a lancé un projet de satellite d'observation, le « SeoSat Ingenio », pour contrôler les tentatives d'immigration clandestine dans le détroit de Gibraltar qui sépare l'Europe de l'Afrique, à un coût de 3,5 millions d'euros. L'Union européenne a adopté d'autres mesures relatives à l'immigration clandestine vers Europe, dont la création de la Banque européenne d'information, qui vise à surveiller le déplacement des étrangers en Europe.

4- Opération maritime Sophia :

Les Etats de l'Union européenne ont lancé le 18 mai 2015 une opération militaire visant à lutter contre les passeurs de migrants clandestins en Méditerranée, à former les garde-côtes et la marine libyennes, et à contribuer à la mise en œuvre de l'embargo imposé par l'ONU aux armes à proximité des côtes libyennes. Le 25 juillet 2017, ces Etats ont prorogé cette opération jusqu'à la fin de 2018. Le Conseil européen a modifié le mandat de cette Opération de sorte à permettre un partage accru des informations collectées par les Etats membres de l'Union Européenne et par les agences européennes compétentes.

En dépit des réserves émises par certains Etats européens, dont l'Italie, sur les résultats de l'Opération Sofia à la lumière de l'afflux continu de migrants clandestins vers ses plages, cette opération a contribué depuis son lancement en 2015 à l'arrestation et l'extradition de 110 passeurs aux autorités italiennes, et à l'arrêt de l'utilisation de 470 bateaux, comme elle a sauvé 40 000 personnes en plein mer.

5- Création de l'Agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes (Frontex) :

Frontex est une agence indépendante, chargée de coordonner la synergie opérationnelle entre les États membres dans le domaine de la protection des frontières. Elle a été créée par l'Union Européenne en octobre 2004, pour maintenir la sécurité des frontières européennes face à l'immigration clandestine.

II- Les mécanismes politiques:

1- Accords de coopération collective et bilatérale :

Les Etats de l'Union Européennes sont liés à ceux de la Méditerranée par une série d'accords de coopération collective et bilatérale, en matière de la lutte contre l'immigration clandestine, dont les suivants :



a- Accord de Schengen:

Cet accord, signé en 1985 par 30 Etats, dont la majorité appartient à l'UE, stipule l'échange d'informations personnelles et sécuritaires par le biais du système d'information Schengen, d'où la réduction de l'accès des migrants clandestins en Europe. L'Europol compte sur ce système d'information pour lutter contre l'immigration clandestine, notamment dans le bassin méditerranéen.

b- Tenue de sommets et de conférences communs sur la crise de l'immigration clandestine:

De nombreuses réunions et conférences ont eu lieu pendant ces dernières années entre les deux côtés européen et africain, afin de lutter contre l'immigration clandestine, dont les plus importantes sont :

- Le Forum économique de la Méditerranée à Barcelone en octobre 2013. Au cours de ce Forum, les dirigeants européens ont demandé à leurs homologues africains de consentir davantage d'efforts pour trouver une solution prompte au phénomène de l'immigration clandestine. Ce Forum a réuni 10 pays, à savoir: l'Espagne, la France, l'Italie, la Malte, le Portugal, l'Algérie, la Libye, le Maroc, la Mauritanie et la Tunisie.
- La 1^{ère} réunion du Comité directeur de l'Initiative de la Corne africaine et de l'UE sur les itinéraires de l'immigration, tenue à Charm El-Cheikh en avril 2015.
- La 2^{ème} Conférence régionale sur l'initiative de l'Union Africaine et de la Corne de l'Afrique sur la lutte contre la traite des êtres humains et le trafic illicite de migrants (processus de Khartoum), tenue les 13 et 14 septembre 2015 à Charm El Cheikh.
- Le Sommet afro-européen sur l'immigration, qui a eu lieu les 11 et 12 novembre 2015 à La Valette, capitale maltaise, avec la

participation de chefs d'Etats européens et africains, d'organisations internationales et régionales, et des agences des Nations Unies opérant dans le domaine de la migration et de la lutte contre le trafic des migrants et la traite des êtres humains.

- La Conférence régionale de l'initiative de l'UA et de la Corne de l'Afrique sur la lutte contre la traite des êtres humains et le trafic de migrants, qui a eu lieu du 2 au 4 juin 2016 à la ville égyptienne de Charm El Cheikh. Y ont participé l'Égypte, l'Éthiopie, l'Érythrée, le Soudan, le Soudan du Sud, la Tunisie, la Libye, la Somalie et le Djibouti, en plus des représentants de l'Arabie saoudite, de l'Italie, de Malte, de la Norvège, des Pays-Bas, du Royaume Uni, et de la Suisse, ainsi que de nombreuses organisations et agences issues des Nations Unies, de l'Union Africaine et de l'Union européenne, en plus de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (UNHCR) et l'Autorité intergouvernementale des États de l'Afrique de l'Est pour le développement (IGAD).
- Le mini-sommet euro-africain, tenu le 28 août 2017 à la capitale française, Paris, afin d'examiner les moyens susceptibles de parvenir à des solutions face à la crise de l'afflux des migrants clandestins provenant de l'Afrique vers l'Europe à travers la Libye. Y ont participé les chefs de quatre principaux États, à savoir : l'Allemagne, l'Espagne, l'Italie et la France, en plus de la ministre des Affaires étrangères de l'Union européenne, d'une part, et les chefs des trois États africains du passage de 90% des Africains qui entreprennent une immigration clandestine vers l'Europe, à savoir le Niger, le Tchad et la Libye,

d'autre part. Ce Sommet vise en premier lieu à réaffirmer le soutien de l'Europe aux trois États susmentionnés dans le contrôle de l'affluence migratoire en aidant les pays de transit par trois procédés : contrôler leurs frontières avec la Libye ; faire face aux passeurs ; et se concentrer sur l'idée de l'asile tout en remédiant aux problèmes dans l'œuf, avant que les migrants tentent d'entrer en Europe.

- Le 5^{ème} Sommet afro-européen, qui a eu lieu les 29 et 30 novembre 2017 à la capitale ivoirienne, Abidjan, et qui a réuni 55 chefs d'Etat et de gouvernement africains et 28 européens. Le Sommet a examiné plusieurs questions d'intérêt commun, dont en premier lieu celle de l'immigration clandestine. Le communiqué final du Sommet a mis l'accent sur l'engagement strict des dirigeants de deux continents à lutter contre l'immigration clandestine et contre ses conséquences, dont la traite des êtres humains en Libye.
- Le Sommet de l'UE, qui a eu lieu fin juin 2018 à Bruxelles, et qui a examiné plusieurs questions importantes, dont les moyens de limiter l'immigration clandestine. Les participants à ce Sommet ont décidé de créer des "quais de débarquement" en-dehors de l'Europe pour empêcher les migrants de traverser la Méditerranée. L'accord ad hoc prévoit la construction « volontaire » de « centres contrôlés » de première arrivée dans certains États européens. Ces centres sont responsables d'effectuer un filtrage rapide des migrants clandestins qui doivent être déportés, et ceux qui ont le droit à un asile et qui peuvent être « volontairement » transférés vers d'autres États européens. L'accord a fait également allusion au « renforcement des mécanismes de la lutte contre les réseaux de passeurs, en coopéra-

tion avec les appareils de sécurité dans les pays du littoral africain et avec les garde-côtes libyens (...), ainsi qu'à la création de centres d'accueil des migrants aussi bien sur le sol européen que dans les États du littoral africain et du Moyen-Orient ».

- Le Sommet de l'UA à la capitale mauritanienne Nouakchott, qui a eu lieu les 1^{er} et 2 juillet 2018. Les dossiers de l'immigration clandestine et l'avenir du partenariat Afrique-UE, lié à ce même dossier, ont été au menu des discussions. Lors de ce Sommet, le ministre tunisien des Affaires étrangères a appelé les chefs d'État et de gouvernement de l'UA à s'unir au cours des futures négociations avec leurs partenaires européens. Il s'avère qu'il voulait mobiliser une attitude africaine commune face aux tentatives des dirigeants de l'UE, qui ont essayé au cours de leur dernier Sommet à Bruxelles de fournir davantage de soutien financier à l'Afrique contre une assistance face à l'immigration clandestine en mettant en place des camps pour les migrants clandestins.